

La sobriété, une idée en pleine croissance

Par [Aurélie Delmas](#) et [Margaux Lacroux](#) — 1 juin 2020 à 11:38 (mis à jour le 2 juin 2020 à 12:44)

Promu depuis longtemps par les milieux écologistes, ce mouvement fondé sur la distinction entre l'utile et le superflu est revenu en force, et de force, avec le confinement. Après la sobriété subie, la sobriété choisie ?

> > Alors que le tumulte de la société de consommation reprend progressivement du terrain, les consommateurs et consommatrices que nous sommes sortent de cette période de confinement en essayant de comprendre ce qui s'est passé et si tout doit reprendre comme avant. Durant deux mois, une grande partie des Français a moins travaillé et moins consommé, soumise par la force des choses à une forme de sobriété. Dans cette situation subie, qui ne s'est pas interrogé sur son mode de vie en regardant sa poubelle se remplir de déchets, sa consommation de certains produits réduite, son rapport au temps et à l'espace changer ? Et si, après cette période de sobriété contrainte, une sobriété choisie et maîtrisée pouvait être la première pierre d'une société plus résiliente ?

Bien vivre avec moins

> > Retour sur une parenthèse exceptionnelle. Du 17 mars au 11 mai 2020, les magasins, hors commerces alimentaires, ont baissé leurs rideaux. Les transports ont été drastiquement réduits. Et bien que les achats sur Internet soient restés possibles, une baisse spectaculaire de la consommation a été observée. Les Français ont, malgré eux, fait une certaine expérience de la sobriété. D'après [l'Insee](#), les dépenses de consommation des ménages ont plongé de 20,2% en avril par rapport à mars (déjà très bas) pour les biens matériels. Cela représente une baisse de 33,7% par rapport à février. L'institut évoque le «*second mois consécutif enregistrant une baisse historique depuis le début de la série en 1980*». Les consommateurs ont par exemple acheté 84% de vêtements et de chaussures en moins qu'au mois d'avril 2019 ou 58,9% de moins d'électroménager et de meubles.

> > Alors qu'en bout de chaîne, les classes les moins aisées se sont retrouvées en situation de grande précarité, avec, [parfois, des difficultés à s'alimenter](#), une partie des cadres, souvent en télétravail, ont soudain pris conscience qu'ils peuvent continuer à bien vivre avec moins. Ce concept, qui repose sur la distinction entre l'utile et le superflu, a un nom : la sobriété. Elle fait partie d'une galaxie de notions connexes allant de la frugalité à la modération en passant par la simplicité volontaire chère à [l'écrivain du XIX^e siècle Henry David Thoreau](#). Nombreux sont ceux qui y préfèrent cependant l'idée plus politique et collective de décroissance. «*La période de confinement a permis de comprendre qu'en se limitant quelque part on revient à l'essentiel sans pour autant être malheureux*», résume Vincent Liegey, porte-parole du Parti pour la décroissance, pour qui «*la sobriété est un des pans de la décroissance, fondamental, mais pas suffisant*».

La sobriété : d'hier à aujourd'hui

> > Economique, matérielle, énergétique, numérique... la notion de sobriété peut se décliner dans tous les domaines. Dès les années 70, les sphères écologiques dénoncent les limites de la croissance et critiquent le règne du consumérisme. En 2010, le paysan médiatique – et parfois controversé – Pierre Rabhi met le mot sur le devant de la scène dans son ouvrage à succès *Vers la sobriété heureuse* (Actes Sud). Cinq ans plus tard, ce n'est plus dans les discours de militants associatifs écolos mais dans [la loi sur la transition énergétique](#) que le nom est inscrit, avant que le Premier ministre, Edouard Philippe, [en visite à l'usine Seb](#) en 2018, cite «*la sobriété heureuse chère à Pierre Rabhi*» comme une invitation à «*consommer un peu moins*».

Aujourd'hui, «*la sobriété apparaît comme un concept vague, faisant appel lui-même à des concepts dont les définitions ne sont pas stabilisées, notamment la notion de besoins*», résume un panorama de l'Agence pour la transition écologique (Ademe), paru en novembre 2019. Après avoir scruté les «signaux faibles» qui pourraient nous en apprendre plus sur l'importance de la sobriété dans notre société, Marie Mourad, coautrice du rapport et sociologue spécialiste de la réduction du gaspillage, estime que «*ce n'est pas une notion qu'on peut qualifier de dominante. Mais elle émerge*». Elle recense deux approches complémentaires : d'une part une recherche d'«*efficacité*», utiliser moins de ressources pour la même consommation, d'autre part une volonté de «*réduction de la production et de la consommation donc un changement de modes de vie*». L'association Négawatt, qui propose un scénario de transition énergétique radicale d'ici 2050, [considère](#) que «*nous vivons dans un monde d'ébriété énergétique et nous nous en rendons à peine compte*».

> > Pour Cyria Emelianoff, professeure d'aménagement et d'urbanisme à l'université du Mans, «*l'idée d'un passage de la sobriété subie à la sobriété choisie ne date pas du confinement, c'est une question assez centrale depuis plus de quinze ans. Elle va être ravivée à chaque crise*». Si les jalons philosophiques ont été posés depuis belle lurette, de nombreux penseurs du «monde d'après» ont vu dans le ralentissement imposé par le confinement [une aubaine](#) pour remettre la sobriété dans le débat public. Dès le 13 mai, une soixantaine de parlementaires, dont certains membres de la majorité, lancent un appel à respecter quatre mots d'ordre : «Santé, sobriété, solidarité, souveraineté.» Mais le vieux monde résiste et, en parallèle, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, proposait de mettre en place des «*incitations à la demande et à la consommation*».

> > «*On essaie de relancer un modèle économique qui est actuellement totalement mort*», réagit Vincent Liegey, qui déplore qu'«*on injecte de l'argent dans l'aviation qui est aussitôt dépensé et perdu*». Laissés-pour-compte, inégalités... «*Il n'y a rien de pire pour un modèle économique organisé autour du consumérisme, du productivisme, du travaillisme – toujours plus, toujours plus vite, toujours plus fort – que quand ça s'arrête*», poursuit-il.

Vers une sobriété voulue et collective

> > Les travaux de l'Ademe relèvent que la sobriété peut être appliquée d'un point de vue individuel mais aussi au niveau des territoires, des entreprises et enfin de la société tout entière. De nombreuses initiatives émergent par le bas, localement, mais cela est insuffisant pour que le concept s'impose à plus grande échelle. Sans une volonté politique forte au niveau de l'Etat, la transformation collective ne peut aboutir, relèvent nos interlocuteurs.

> > Le changement doit d'une part être culturel. Inciter à produire ou consommer trois fois moins ne suffirait pas à instaurer plus de sobriété sur la durée : l'organisation sociale et nos modes de vie doivent être repensés. Aujourd'hui, la consommation est survalorisée car elle permet d'être reconnu socialement, comme l'a montré l'anthropologue Mary Douglas. Pour s'extirper du modèle de développement fondé sur le consumérisme, il faut donc «voir ce que l'on peut y substituer», explique Cyria Emelianoff, qui précise que les pratiques de nature culturelle et sociale beaucoup plus coopératives peuvent être un autre moyen de construire sa relation aux autres. L'économiste Serge Latouche promeut de son côté la «satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins».

Fenêtre d'opportunité

> > Bâtir, acheter, fabriquer ou encore voyager «moins mais mieux» bouscule forcément certains pans de l'économie et fait redouter des pertes massives d'emplois. D'où la nécessité d'une transition ambitieuse, stratégique et donc planifiée sur le long terme. «Avec la crise du coronavirus, tout s'est passé du jour au lendemain sans aucune transition, avec le risque que les gens associent les objectifs de sobriété à la crise économique», souligne Marie Mourad. Une telle sobriété n'est «pas souhaitable», abonde la climatologue franco-canadienne Corinne Le Quéré «car elle n'est pas le résultat de changements structurels et organisés».

> > Et si une réflexion est déjà engagée en France et en Europe sur l'économie circulaire, la sobriété énergétique ou la réduction des déchets et du gaspillage, l'organisation post-confinement peut être une fenêtre d'opportunité. Vincent Liegey appelle de ses vœux un plan de relance qui irait «dans le sens d'une simplification de l'économie réelle et qui s'appuierait sur un ralentissement, une relocalisation, un projet de transition, et l'abandon d'un certain nombre de secteurs ou une transformation radicale avec de la reconversion industrielle». Et c'est toute la société qui doit se mettre en mouvement. «Après la gestion de crise, il va y avoir des investissements à plus long terme pour que la société et l'économie repartent de longue haleine. C'est dans le plan de relance qu'on va vraiment pouvoir regarder ce que l'on veut financer : des infrastructures qui nous aident à aller vers la neutralité carbone et la sobriété», explique Corinne Le Quéré.

> > Le [rapport du Haut Conseil pour le climat](#) qu'elle préside propose notamment le développement des modes de déplacements quotidiens doux, la réduction des transports aériens, l'extension du télétravail. «On peut aussi encourager la consommation responsable. La convention citoyenne réfléchit aux moyens de soutenir les innovations bas carbone comme les circuits courts dans l'alimentation ou l'offre végétarienne dans les cantines», ajoute-t-elle.

«Economie de la fonctionnalité»

> > Parmi les outils à mettre en place pour enclencher cette transition, des indicateurs alternatifs au PIB existent et peuvent être améliorés. Le principe : prendre en compte, en plus des performances économiques, des mesures environnementales et sociales afin que consommer moins et produire moins ne plombent pas un bilan global. La critique des indicateurs de richesse est ancienne, elle donne même lieu à [un rapport gouvernemental](#) annuel depuis 2015. Mal connus, ces indicateurs

permettraient s'ils étaient mis en avant de réorienter l'économie réelle vers des secteurs d'emploi moins gourmands en ressources.

>> Tout l'enjeu est de savoir si les entreprises peuvent rediriger leurs activités vers un modèle qui ne soit pas destructeur des terres, de la qualité de l'eau ou de l'air. Pour devenir plus sobres, elles pourront s'orienter vers une « "économie de la fonctionnalité", qui repose moins sur l'utilisation de ressources et de matériaux et davantage sur les services ou la réutilisation », selon Marie Mourad. La raison d'être des entreprises qui ne sont pas viables écologiquement commence à être remise en question.

>> «Engageons les secteurs incapables d'y parvenir suffisamment rapidement, comme l'aviation et le tourisme de masse, à suivre des impératifs écologiques et sociaux très forts, et à réduire progressivement leur activité. [...] Accompagnons également la formation et la reconversion des salariés qui ne doivent pas subir les conséquences des choix industriels effectués par le passé», écrivent des dizaines d'ONG et associations dans un [appel commun à la reconstruction](#). Environ 500 étudiants de l'aéronautique se sont d'ailleurs unis pour proposer une reconversion partielle de leur secteur pour que celui-ci devienne «résilient, respectant les objectifs des accords de Paris : limiter le réchauffement global à moins de 2°C». Ils proposent une réduction de l'activité et estiment qu'il est temps de «convertir une partie de notre savoir-faire et de nos chaînes de production vers les activités à même de porter la transition écologique, par exemple le ferroviaire ou l'efficacité énergétique».

Autoroutes cyclables

Photo Laurent Troude pour Libération

>> Le secteur de l'automobile aussi s'interroge sur sa capacité à faire sa mue. Réglementations pour construire des voitures plus petites, électriques, réorientation vers la fabrication de vélos, interdiction la publicité, sont des pistes plus ou moins radicales. La raréfaction de la voiture individuelle en ville ne peut que s'accompagner d'un déploiement massif des infrastructures de transport doux, à travers les autoroutes cyclables par exemple. Les gains ne sont pas qu'écologiques, cela réduirait considérablement aussi les dépenses de santé (sédentarité, surpoids, pollution atmosphérique, etc.).

>> Le BTP pourrait, lui, miser sur les déchets de déconstruction et les biomatériaux pour devenir moins consommateur d'énergies fossiles. Selon Cyria Emelianoff, «une partie des espaces verts urbains pourrait être non pas décorative mais utile, cultivée en agroforesterie. Le sol récupéré par la diminution de l'usage de la voiture peut être mis en culture pour produire du bois, des bambous et du chanvre pour la construction» ou la réhabilitation de bâtiments.

>> Enfin, la sobriété numérique ne doit pas être oubliée. Le [rapport du Shift Project](#) estime que le numérique génère 3,7% du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il recommande d'acheter les équipements les moins puissants possible, les changer le moins souvent possible, et réduire les usages énergivores superflus. «D'une part des déperditions d'énergie peuvent être récupérées, notamment celle des data centers. D'autre part il y a aussi des politiques à mener pour que nos besoins soient alimentés localement en énergie et redimensionnés. On sort du modèle des

Gafa pour aller vers une gestion d'internet plus artisanale, un web low-tech qui mutualise, beaucoup moins énergivore. C'est une révolution de filière, comme pour l'automobile, qu'il faudrait mener», complète Cyria Emelianoff.

Quel rôle pour les villes ?

> > Alors que [la campagne municipale a beaucoup parlé d'écologie](#), n'oublions pas que les villes peuvent être un échelon décisif pour faire émerger des initiatives et tenter de généraliser des expériences. Initié dans la petite cité de [Totnes](#) (Royaume-Uni), le mouvement des villes en transition fait figure de pionnier dans la recherche d'un nouveau modèle, parfois contraint par la désindustrialisation des territoires. En France, après Grenoble, [Douai](#) et [Dunkerque](#) se sont récemment orientés vers plus de sobriété énergétique et près de 12 000 communes ont réduit l'éclairage public nocturne, selon l'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement.

> > Charlotte Halpern, chercheuse au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences-Po, qui a coordonné l'écriture de *Villes sobres*, souligne qu'un développement urbain plus sobre en ressources naturelles requiert souvent une mise en place *«sur dix-vingt ans, dans différents secteurs et à plusieurs échelles territoriales, en mettant autour de la table de multiples acteurs, privés et associations. Selon la couleur politique, on s'interroge sur les effets, en termes d'inégalités par exemple»*. Elle poursuit : *«Dans certaines villes, la sobriété vise l'optimisation des ressources existantes. Cela revient à éviter la course au high-tech, aux grands projets, pour privilégier le low-tech, l'investissement dans les infrastructures existantes, par exemple des réseaux de transport»*.

> > Voraces en ressources naturelles, les grandes métropoles jouent un rôle important dans l'invention d'une autre manière de penser la ville, qui ne se limite pas à la construction d'écoquartiers ou à l'affichage d'un objectif de neutralité carbone reposant sur des mécanismes de compensation contestables. Les pistes sont nombreuses et diverses : limitation des pertes sur un réseau d'eau, réseaux de chaleur, développement des transports en commun, isolation thermique du bâti ancien, soutien aux habitats passifs...

> > Souvent oubliée, l'«énergie grise», utilisée pour produire et transporter nos biens de consommation, peut être réduite avec des politiques locales *«centrées sur la relocalisation de l'alimentation en circuits courts, le secteur de la construction, les infrastructures, la fabrication des biens de consommation»*, rappelle Cyria Emelianoff. Hambourg, Rennes ou encore Brest, le mouvement des Fab Cities (à ne pas confondre avec les Smart Cities qui misent sur la technologie pour régler nos problèmes écologiques), s'appuient sur ce constat. Ces villes veulent mettre les savoirs en commun et *«s'emparer de la production à l'échelle locale»*, explique la chercheuse. Barcelone est la figure de proue en la matière, elle vise l'autosuffisante en énergie, alimentation et biens de consommation en 2050.

Une utopie de riches ?

> > Comme si le passage par la case surconsommation était inévitable, aucun pays émergent, à l'exception du Bouthan, ne s'est donné officiellement l'objectif de se développer sur un modèle

«sobre». Localement, des communautés s'organisent néanmoins comme certains indigènes du Brésil les écoféministes en Inde. En Chine, pays phare du productivisme, l'heure est à la remise en question. *«Le pays se demande ce qu'a amené son industrialisation rapide, et une forme de consumérisme qui va à l'encontre de ses fondements culturels et historiques. Il y a des débats au sein des forces dirigeantes sur le retour aux fondamentaux plus humbles, sobres, à des formes plus rurales, le développement du bio et du low tech, de la vente directe et de la relocalisation»*, signale Vincent Liegey.

> > Les sociétés riches sont celles qui participent le plus aux émissions de gaz à effet de serre et vivent bien au-delà de leurs moyens écologiques, ce qui explique aussi que l'idée d'un retour à plus de sobriété soit plus présente. Et les plus riches des pays riches sont les plus directement visés par les changements à mettre en place. *«Les émissions des CO₂ sont proportionnelles aux revenus»*, pointe Cyria Emelianoff. La chercheuse relève : *«Paradoxalement, les gens qui ont la plus forte conscience écologique, à l'exception de ceux qui vivent dans des communautés décroissantes, ont de fortes empreintes carbone. Et ce parce que les niveaux de mobilité sont exacerbés lorsqu'on a un haut niveau de diplôme.»* On a beau être zéro déchets et locavore, si l'on prend l'avion trois fois dans l'année pour des raisons professionnelles, l'effet écologique est moindre.

> > Les moins aisés sont par essence plus sobres, mais pas par choix. Ce qui peut avoir des effets néfastes. *«Dans une société en phase haute de confort matériel, plus le niveau d'inégalités augmente et plus le mal-être subjectif augmente parce que la partie de la population la plus précarisée va créer une forme de représentation d'elle-même négative, et crée de la frustration qui pousse à la consommation pour y répondre»*, expose le décroissant Vincent Liegey. *«Il faut mettre l'accent sur des mesures qui réduisent les émissions et les inégalités»*, comme la rénovation énergétique des bâtiments, qui permet de réduire la facture d'énergie, explique Corinne Le Quéré.

> > *«Les choix économiques nouveaux doivent être placés au cœur des débats politiques et réorientés par la notion de biens communs»*, explique Cyria Emelianoff. Pour redessiner un imaginaire collectif, l'exercice démocratique et la réflexion collective seront essentiels pour ne pas exclure une partie de la population.

[Actualisé le 2 juin 2020 avec les données de l'Insee pour le mois d'avril 2020]

[Aurélie Delmas](#), [Margaux Lacroux](#)

> >

«Quand on vise le zéro déchet, ça frise un peu l'obsession»

Par [Florian Bardou](#) — 1 juin 2020 à 11:46 (mis à jour à 12:20)

Par conscience écologique et pour redonner du sens à leur vie, des milliers de Français tentent de réduire drastiquement leurs ordures. Mais jusqu'à quel point ?

> > «Il n'y a que la crise sanitaire qui m'a poussé à produire plus de déchets.» De l'autre côté de l'écran, Sébastien Moreau, 45 ans, a le sourire en coin et l'optimisme des beaux jours. Malgré les contraintes imposées par deux mois de confinement et la lutte contre l'épidémie de Covid-19, cet habitant de Nouâtre (Indre-et-Loire), à une trentaine de kilomètres de Tours, n'a toujours pas rempli un seul sac-poubelle. Et ce, en presque sept ans. «Depuis le 17 août 2013, j'ai réduit mes ordures ménagères de 99%, affirme ce biologiste des organismes, [figure de proue du mouvement «zéro déchet»](#) dans la région Centre-Val-de-Loire. Au début, je pensais que [je tiendrais jusqu'à Noël](#) avec un sac-poubelle : après ce pari personnel, je n'imaginai pas que je continuerais encore aujourd'hui à utiliser le même.» Pour y parvenir, le fondateur de [l'association Zéro déchet Touraine](#) a de fait changé ses habitudes de consommation et son mode de vie. Radicalement et en quelques mois. «J'ai commencé par le plus facile : [éliminer tous les déchets d'emballages liés à alimentaire](#), explique le scientifique, promoteur d'un composteur à partager pour mutualiser les biodéchets. Mais j'ai aussi été obligé de réduire ma consommation en amont, de ne rien changer tant que je n'avais pas d'alternatives et de faire beaucoup d'essais notamment pour fabriquer de façon artisanale mes propres produits ménagers.»

Vrac et sacs en tissu

> > Une démarche réservée aux initiés ? Depuis une petite dizaine d'années, l'idée qui consiste à diminuer drastiquement ce que l'on met au rebut séduit en réalité un nombre croissant de Français soucieux de leur empreinte écologique – [en moyenne 580 kg de déchets par an et par personne](#) (1). A tel point que le zéro déchet, [popularisé par la Française installée aux Etats-Unis Béa Johnson](#) (2), se décline désormais [en autant de groupes Facebook, blogs, livres et films à succès](#) ; tandis que le concept se voit par ailleurs [plébiscité par les collectivités](#), à l'instar de la ville de Roubaix ou de Besançon, qui y voient un levier pour réduire la quantité annuelle d'ordures à ramasser. «Depuis quelques années, c'est presque tendance de ne produire qu'un bocal de déchets par an, souligne Célia, 40 ans, coach en "transition éco-altruiste". Moi j'ai commencé à vouloir tendre vers le zéro déchet il y a une quinzaine d'années quand j'habitais à Paris. Nos poubelles d'immeubles débordaient d'ordures, malgré les bacs de tri : je me suis dit que je pouvais faire un effort pour essayer de consommer différemment.»

> > Aujourd'hui résidente d'un petit village de montagne, en Haute-Savoie, cette journaliste indépendante a d'abord commencé par faire ses courses avec des sacs en tissu, puis en vrac, jusqu'à privilégier le 100% bio en dehors de la grande distribution. Elle est aussi devenue végétarienne et pousse la logique du zéro déchet jusqu'au bout, en arrêtant totalement d'acheter du neuf. Et a choisi de quitter la capitale. «Quand on vise le zéro déchet et la sobriété, ça frise un peu l'obsession. J'essaye par exemple de ne pas exposer ma fille aux publicités sur les écrans, poursuit cette ex-collaboratrice européenne. Mais mes sentiments sont très ambivalents : parfois, je ressens de la frustration à me dire que les petits gestes ne suffisent pas. Changer quelques habitudes de consommation, ce n'est pas très radical et je pense qu'il faut un changement total de paradigme

pour laisser une planète respirable à nos enfants. Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'il faut arrêter de le faire et renoncer.»

«Rejet de la société de consommation»

> > Ce désir de «sobriété heureuse» est partagé par Manon, 28 ans, installée depuis deux ans dans la campagne rennaise avec son compagnon. *«Je sais que je vais dans le bon sens. Je n'ai aucun doute car réduire mon empreinte en termes de déchets et de carbone est un mode de vie dans lequel je m'épanouis, plaide la néo-Bretonne. De toute façon, on n'en sortira que par une réduction des déchets car [le recyclage n'est pas une solution en soi](#), c'est un moindre mal.»*

> > Reconvertie dans la communication autour de l'écologie, cette ancienne publicitaire parisienne a donc pris le taureau de l'antigasillage par les cornes, le «rejet de la société de consommation» chevillé au corps. *«J'ai élargi la démarche au textile lavable, [les protections hygiéniques notamment](#), et quand on a déménagé en Bretagne, on n'a quasiment meublé la maison qu'avec de l'occasion sur Leboncoin ou en dépôt-vente, poursuit la jeune femme, également végétarienne et à la recherche de l'autosuffisance alimentaire. Il y a des produits pour lesquels c'est en revanche plus difficile. Donc on teste, mais ça ne sera jamais parfait. Et si un pot de dentifrice en plastique se retrouve de temps en temps dans notre poubelle de 30 litres, ce n'est pas grave.»*

> > Ne plus produire de déchets, un doux rêve ? *«Le zéro déchet est vécu de mille façons, confirme Valérie Guillard, professeure à l'université Paris-Dauphine-PSL et auteure de *Boulimie d'objets. L'être et l'avoir dans nos sociétés* (2015). C'est globalement perçu comme une démarche compliquée car cela demande une vraie logistique et de revoir ses interactions avec la société. Mais ceux qui s'y investissent sont tenaces et très peu lâchent car, au-delà des raisons écologiques qui les poussent, ils ont envie de se réapproprier une partie de leur vie.»*

> > Avec ses étudiants, cette chercheuse en marketing s'est d'ailleurs intéressée entre 2018 et 2019 aux motivations des participants [au défi «Rien de neuf» de l'association Zero waste France](#). Et il en est notamment ressorti qu'à la quête de sens des dizaines de milliers d'inscrits – pour une majorité, des femmes entre 25 et 50 ans vivant dans une agglomération de plus de 100 000 habitants et à la fibre écolo – s'ajoute dans ce projet un sentiment de «bien-être et de meilleure qualité de vie» en plus d'une réduction des dépenses, forcément attractive. Et Valérie Guillard d'ajouter : *«La plupart étaient d'accord avec l'idée de moins et mieux consommer, mais ils ne se reconnaissaient pas forcément dans une démarche de sobriété bien qu'elle soit pour eux salutaire.»*

Jeu et sensibilisation

> > A l'autre bout du combiné, Karine, acquiesce. *«Réduire mes déchets, ça a remis complètement en question tout mon mode de consommation, dit la quinquagénaire, commerçante dans un quartier populaire de Clermont-Ferrand. Je ne fous plus les pieds dans un supermarché lambda, je vais en petite épicerie comme Bio Auvergne, qui ne propose que du local. De temps en temps je craque, mais avant de m'acheter quelque chose, je me demande toujours si j'en ai besoin.»*

> > Il y a deux ou trois ans, cette ruraliste, à la «vague conscience écologique», a elle aussi décidé de tenter l'aventure du zéro déchet. Avec plus ou moins de réussite. *«La salle de bains, ça a été*

hyper facile et j'en suis très fière. J'étais hyper consommatrice, de trucs pas chers, mais aujourd'hui, [j'ai le strict minimum](#), une huile, de l'aloë vera et une lotion, et les cotons et cotons tiges, ça a dégagé, raconte cette ancienne Parisienne. En revanche, le zéro déchet, c'est un objectif qu'on n'atteindra jamais car cela demande beaucoup de temps et d'organisation qu'on n'a pas quand on est mère célibataire avec un enfant de 11 ans sur les bras. Réduire, c'est déjà bien.» Dans son bar-tabac, même constat. «J'ai arrêté les pailles depuis bien longtemps, j'ai remis des sucrières et je refuse les ballons de baudruche. Toutefois, on ne peut pas non plus imposer des choses aux gens, il faut le faire tout doucement.»

>> A moins, aussi, de participer à la prise de conscience générale par la sensibilisation de son entourage. «Voir que les autres ne partagent pas forcément, ça fait partie du jeu et permet d'en parler et discuter de ces sujets», soutient Yohan, cadre dans le secteur public à Paris. Depuis le 1^{er} janvier, le trentenaire, qui a réaménagé son 30 mètres carrés avec de la seconde main, électroménager inclus, n'a produit que 825 grammes de déchets non recyclables, 3,5 kg recyclables et pas mal de verre, résidus d'apéros. «C'est effectivement une initiative individuelle et je fais ce que je peux», poursuit le jeune homme, qui a choisi de «diminuer son confort» et n'a plus qu'un téléphone. C'est aussi une sorte de jeu : trouver des solutions pour arrêter de produire des déchets. J'ai récemment pris connaissance qu'il y avait des filières spécifiques de recyclage des bouchons de bouteilles en liège en les rapportant chez le caviste.»

>> «Certains de mes amis disent que ce n'est pas avec ma brosse à dents en bambou que je vais changer le monde, mais la démarche et sa traduction politique peuvent, elles, changer le monde, résume Maël Coutand, président de la Maison du zéro déchet à Paris. C'est surtout interroger un système plus large de production, de conditionnement et de consommation.» Et faire du local, de l'occasion, du troc, de la bidouille, de la retape, du DIY [ou de la mutualisation](#), le monde de demain ?

(1) Selon les chiffres de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

> (2) Depuis 2013, son livre *Zero Waste Home* est un best-seller et a été traduit dans une trentaine de langues.

[Florian Bardou](#)

>>

Déchets : les poubelles débordent, les pays pauvres trinquent

Par [Aurélié Delmas](#) et [Julien Guillot](#) — 1 juin 2020 à 11:43 (mis à jour à 12:22)

Conséquence directe et mortifère de la surconsommation : les déchets envahissent la planète, et on ne sait pas vraiment comment les gérer.

Deux milliards de tonnes. C'est la quantité de déchets «solides» générée en 2016 dans le monde d'après [un rapport de la Banque mondiale daté de 2018](#) qui s'appuie sur les données des municipalités. Ce chiffre n'inclut ni les déchets industriels ou médicaux, ni les déchets électroniques, ni ceux du BTP. Conséquence logique, si ce n'est «naturelle», de la hausse de la consommation et de la croissance démographique, ces déchets vont continuer de s'amonceler. L'estimation globale est ainsi passée de 1,3 milliard de tonnes annuelles en 2012 à 2,01 milliards en 2016, et devrait gonfler sans discontinuer jusqu'à atteindre 3,40 milliards de tonnes de déchets par an en 2050.

>> Comme le montre le rapport, intitulé «What a Waste 2.0», ce sont encore une fois les populations les plus vulnérables qui sont les plus frappées par l'explosion des déchets. Dans les pays à faibles revenus (moins de 1 025 dollars par an et par personne en moyenne), 90% des déchets sont brûlés ou déposés directement dans des décharges sauvages. *«On assiste régulièrement à l'effondrement de décharges qui ensevelissent sous les ordures des maisons de fortune et leurs habitants. Ceux qui vivent à proximité de ces immenses dépotoirs sont généralement les habitants les plus pauvres des villes, qui vivent de la récupération des déchets et sont exposés à de graves risques sanitaires»*, liste la Banque mondiale dans [sa présentation du rapport](#). Sans parler des pollutions générées, des problèmes d'évacuation des eaux, des fumées toxiques, du cadre de vie...

D'où viennent ces déchets ?

>> Principalement d'Asie de l'Est et Pacifique, qui produit 468 millions de tonnes chaque année, soit 23% des déchets mondiaux. Viennent ensuite l'Asie du Sud (392 millions de tonnes), puis l'Europe et l'Asie centrale (334 millions). D'une manière générale, les pays à revenu élevé, qui ne rassemblent que 16% de la population mondiale, génèrent 34% des déchets.

>> Si on rapporte ces chiffres à l'échelle des individus, cela représente 740 grammes par jour en moyenne. C'est en Amérique du Nord, là où l'urbanisation est la plus forte (82%), que la moyenne par habitant est la plus élevée : 2,21 kilogrammes par jour. En France, on jette environ 1,38 kilogramme par jour et par personne. Et à l'autre bout du spectre, avec un taux d'urbanisation inférieur à 40%, l'Afrique subsaharienne génère 0,46 kilogramme par habitant et par jour.

>> Les 9% de la population vivant dans les pays à faibles revenus ne génèrent qu'environ 5% des déchets mondiaux (93 millions de tonnes).

Que jette-t-on ?

>> D'après des échantillons, on retrouve dans les pays à revenus élevés (Europe, Asie centrale et Amérique du Nord) une moitié de déchets qui pourraient être recyclés (plastique, papier, carton, verre...) et un tiers de déchets alimentaires et verts. La part des déchets organiques augmente à mesure que le niveau de développement économique diminue – cette même catégorie représente un peu plus de la moitié des déchets dans les pays à revenus intermédiaires et à faibles revenus. Or, on le sait, en consommant de la terre, de l'eau, et de l'énergie pour la production et la distribution, et en

créant du méthane lors de sa décomposition, [le gaspillage alimentaire](#) contribue fortement au dérèglement climatique.

>> Et la situation va empirer. La production quotidienne de déchets par habitant dans les pays à revenu élevé devrait augmenter de 19% d'ici 2050, et d'environ 40% dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Toujours selon le rapport, la production de déchets devrait être multipliée dans le même temps par trois en Afrique subsaharienne et par deux en Asie du Sud, au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord.

Que fait-on de ces déchets ?

>> Un tiers des 2 milliards de tonnes aujourd'hui jetées est tout simplement déversé à ciel ouvert et n'est pas éliminé. Près de 40% des déchets sont stockés dans des décharges, 11% sont incinérés, 19% partent au recyclage ou au compostage.

>> Et même lorsqu'il y a une prise en charge, la gestion des déchets solides n'est pas sans coût écologique : elle a généré au moins 1,6 milliard de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (équivalent CO₂) en 2016, soit 5% du total des émissions. C'est plus, par exemple, que le trafic aérien, mais cette problématique est rarement prise en compte dans la planification des politiques publiques. Pourtant, souligne la Banque mondiale, *«même les améliorations de base du système peuvent réduire ces émissions de 25% et plus»*.

>> La collecte de déchets est particulièrement onéreuse pour les administrations locales, atteignant parfois jusqu'à 20% du budget municipal dans les pays à faibles revenus. Les systèmes basiques de gestion des déchets (collecte, transport et élimination sanitaire) coûtent au minimum 35 dollars par tonne (32 euros). Pourtant, les efforts sont notables. La collecte y est passée de 22 à 39% entre 2012 et 2018.

>> Camion à ordures musical à Taiwan, collectes automatisées en Israël, gestion des déchets organiques par les ménages au Burkina Faso, plateforme pédagogique en ligne au Canada, lutte contre le gaspillage alimentaire à Mexico... Les idées ne manquent pas à travers la planète pour répondre à un problème universel.

Mais au-delà des initiatives locales, la Banque mondiale se prononce en faveur de politiques de coordination et de planification avec, dans l'idéal, une stratégie sur cinq à dix ans. Cela *«permet de coordonner toutes les parties prenantes – les différentes agences gouvernementales, les citoyens, les associations et le secteur privé – et des investissements efficaces et ciblés»*.

>> Ce type d'organisation des redevances basé sur le volume de déchets a été instauré en Autriche, en Corée du Sud ou aux Pays-Bas par exemple. Une initiative *«couronnée de succès»* mais qui réclame une application stricte. Des taxes similaires, incitant à réduire le volume de ses poubelles, sont aussi mises en place dans certaines communes françaises.

[Aurélie Delmas](#), [Julien Guillot](#)

Patrick Viveret : «La sobriété heureuse est l'alternative à la boulimie dans tous les domaines»

Par [Olivier Monod](#) — 1 juin 2020 à 11:41 (mis à jour à 12:21)

Un monde durable c'est un monde plus économe en énergie, moins consommateur. Mais comment rendre la sobriété désirable ? En s'attachant à l'essentiel et en redonnant leur vrai sens aux mots riches et bénéfiques, répond le philosophe Patrick Viveret. Et en profitant de l'opportunité donnée par le confinement.

> > *Chaque mois, Libération creuse une thématique environnementale. Après la chasse, le ski, et la biodiversité, quatrième épisode, [la sobriété est-elle notre futur ?](#)*

> > La sobriété peine à séduire les foules. Elle ne représente pas un avenir désirable. C'est pourtant l'«*alternative au mal-être ambiant*», selon Patrick Viveret, philosophe et ancien conseiller maître à la Cour des comptes. Cofondateur des rencontres internationales «Dialogues en humanité», membre du collectif «l'Archipel citoyen : osons les jours heureux» et proche des milieux altermondialistes, il explique «*la complémentarité entre la transformation sociale et la transformation personnelle*».

> > Son discours fait la part belle aux mots joie, désir, intensité et richesse, qu'il convient selon lui de redéfinir, pour lutter contre la novlangue libérale. La crise du Covid-19 «*peut nous faire sortir d'un état de sidération. C'est une stratégie de rassemblement des forces de vie face aux logiques mortifères*». Entretien.

La sobriété peine à s'imposer comme un objectif fédérateur. Au niveau personnel, elle est vécue comme une contrainte. La sobriété est-elle nécessairement un renoncement ?

> > Non, bien au contraire. Si on prend la métaphore culinaire, la sobriété c'est la satiété, le fait de ne pas être dans l'excès. Ce n'est pas l'ascétisme. Elle s'oppose à la boulimie qui caractérise la société actuelle. Nous voulons construire une alternative au mal-être ambiant qui est dû à une forme d'ébriété ; c'est pourquoi nous proposons la sobriété heureuse.

> > Mais vous avez raison, la sobriété est parfois mal perçue. Cela est en partie dû à la toute-puissance de la novlangue qui donne de nouvelles définitions aux mots. Ainsi, valeur ne signifie plus «force de vie» mais devient «*value for money*» ; le bénévolat n'est plus une orientation bénéfique de la volonté mais une activité non rémunérée ; le bénéfice n'est plus une activité bénéfique mais un profit financier. Il nous faut donc opposer à cette idéologie sacrificielle et négative le droit à une vie pleine, intense.

La société de consommation se focalise sur ce qui nous manque, comme un besoin à combler. Comment changer ce point de vue ?

>> Si je reste sur la métaphore alimentaire, je constate que, globalement, dans les sociétés occidentales, on mange trop et mal. Loin d'être une exigence biologique, c'est une compensation émotionnelle à d'autres situations de mal-être. Si on se contentait de manger à sa faim, on aurait moins de dérèglements alimentaires. Cela est vrai dans tous les domaines. Dans notre rapport au temps, par exemple. Si on arrête de vouloir tout vivre mais qu'on décide de vivre pleinement ce qu'on a choisi, on sort de cet état de boulimie qui ne génère que du mal-être. La sobriété heureuse est l'alternative à la boulimie dans tous les domaines.

Vous parlez souvent d'intensité de vie, qu'entendez-vous par là ?

>> Il s'agit d'abord de proposer une alternative aux situations de sous-humanité. A cause de la faim, de la misère, des êtres humains ne sont pas en mesure de vivre une vie pleinement humaine, de développer leurs potentialités créatives. Il s'agit ensuite de proposer une autre approche de la richesse en se tournant vers ce qui compte vraiment : la santé est un bon exemple où ce qui compte doit l'emporter sur ce que l'on compte en argent. Repartons des [questions posées par Bruno Latour](#) : que voulons nous conserver et créer, que voulons nous cesser ? Nous voyons bien alors que dans ce que nous voulons conserver, il y a ce que l'on pourrait appeler des «fondamentaux écologiques et anthropologiques».

>> Les fondamentaux écologiques sont ainsi – dans le cadre de la sécurité sanitaire – le droit à un air non pollué, à une eau potable et une terre non empoisonnée. Les fondamentaux anthropologiques sont le besoin de sens et de reconnaissance. Si la république se dissout pour devenir une simple société marchande, la reconnaissance est alors réservée à quelques gagnants et les acteurs qui se sentent exclus vont se replier sur des formes identitaires. Il y a donc un enjeu déterminant autour de ce qui compte vraiment. C'est pourquoi cette crise est le bon moment pour lancer de nouveau des initiatives autour des nouveaux indicateurs de richesse. La richesse ne se compte pas uniquement en termes d'argent.

Restons sur l'intime pour le moment. Se contenter du nécessaire, décider de vivre pleinement et renoncer au fantasme de tout vivre, ce n'est pas un chemin aisé. Est-ce qu'il faut envoyer tout le monde en psychothérapie pour réussir ce changement ?

Le long de la Riviera Vaudoise. Petit séjour en famille au bord du lac, aout 2019. Photo Eric Franceschi. Divergence

>> Les débats du forum social mondial de Porto Alegre insistaient sur la complémentarité entre la transformation sociale et la transformation personnelle, ce qu'on a appelé à l'époque «l'axe TP-TS». On ne peut pas dissocier les deux. Une grande partie des problèmes des dérèglements sociaux viennent de situations de mal-être qui s'expriment aussi dans l'ordre de l'intime. C'est d'ailleurs souvent le cas de problèmes sanitaires.

>> Finalement, il s'agit de revenir à ce que proposait déjà un philosophe comme Spinoza : privilégier la voie qui nous apporte de la joie. Se demander ce qui me procure de la joie, ce qui me fait tenir en profondeur à la vie. C'est une forme de travail intérieur rapide et simple qui ne nécessite pas forcément une thérapie et qui débouche aussi sur une exigence de transformation sociale.

Quel est le chemin quand on est soi-même pris dans un comportement compulsif ?

> > Les comportements compulsifs cherchent bien souvent à éliminer de l'angoisse. Il est donc important de faire la différence entre pulsion et désir. Le désir suppose de se reconnecter à l'énergie de vie en soi. Si on reste à la surface de soi-même et dans une société favorisant les comportements compulsifs, on zappe sur de l'ébriété.

> > Les formes compulsives sont très diverses mais ont pour point commun un mal-être fondamental. C'est pourquoi la question du bien-vivre est essentielle, tant sur le plan personnel que collectif. Il faut retrouver en soi ce qui est source de bien-vivre. Il faut se reconnecter à ses désirs profonds qui ne se résument pas à des pulsions. Le désir est une force qui pousse à construire.

Vous parlez de désir et de joie. Les discours écologistes les plus médiatiques parlent plus de colère et de peur. L'exemple le plus récent étant les interventions de Greta Thunberg aux Nations unies. Il faut sortir de cette colère pour fédérer ?

> > Il y a une part de légitimité dans la colère et la peur. La peur n'est pas identique à l'angoisse. La peur dit «attention danger». Elle est positive et peut déclencher une puissance créatrice. Alors que l'angoisse immobilise et est source d'impuissance. C'est la même chose pour la colère. Elle est légitime si elle entraîne une résistance créatrice. Mais il ne faut pas qu'elle devienne une révolte désespérée, il faut dessiner le chemin le plus positif possible.

Les milieux militants doivent s'appliquer à ne pas reproduire eux-mêmes les rapports de force et la création de mal-être qu'ils dénoncent.

> > En effet, il existe un risque de tomber dans ce que l'on peut appeler «le militantisme sacrificiel» ou le burn-out militant. L'objectif là aussi, tant politique que personnel est d'apprendre à vivre «à la bonne heure». Vouloir tout vivre, c'est se condamner à ne rien vivre vraiment. C'est un changement dans notre rapport au temps mais aussi dans notre rapport aux autres : lorsqu'on prétend tout vivre, les autres deviennent des rivaux.

> > Il s'agit là d'un changement de l'ordre de l'intime qui est aussi une brique importante d'un changement sociétal. C'est à cette condition que l'on peut créer des climats qui s'affranchissent de la peur. Si l'autre n'est plus un rival, je fais diminuer sa peur de ne pas être reconnu et l'état d'insécurité affective que cela crée. Je me concentre sur le commun que nous partageons, que nous voulons conserver. Cela conduit aussi à distinguer ce qui relève de vrais débats et ce qui relève de malentendus, de soupçons, de procès d'intention. Nous appelons cela «la construction de désaccords». La plupart des malentendus sont liés au fait de ne pas s'être réellement écoutés. Et cela déclenche des sentiments d'exclusion, de mépris, d'humiliation que l'on va payer très cher ensuite. Alors que les vrais débats, eux, font avancer les collectifs humains.

> > La vraie divergence est une richesse. Mais, si elle s'accompagne d'insultes et de comportements agressifs, elle finit par ne plus être entendue. On l'a vu récemment en France à propos des échanges concernant les traitements face au Covid-19. Ces débats, y compris au sein du monde médical, sont légitimes. Mais quand ils tournent au pugilat entre des camps qui s'accusent, les uns d'être vendus au «big pharma», les autres aux «complotistes», plus personne n'y comprend rien et le débat régresse au lieu de progresser.

Est-ce que ce n'est pas une vision naïve du monde et de ses rapports de force ? Il existe des chefs d'Etat, comme Bolsonaro ou Trump, qui ne reconnaissent pas l'urgence climatique. Quel est le commun avec eux ?

> > Il ne s'agit pas de fuir le conflit, mais de le réinventer. Les Trump et les Bolsonaro surfent sur la violence sous toutes ses formes. Ils veulent éradiquer, nettoyer, disqualifier, ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis. C'est une posture qui devient vite totalitaire. C'est tout l'enjeu des alternatives démocratiques aux forces régressives qui peuvent être aussi bien néofascistes que néostalinienne. Il faut au contraire sortir de la logique d'éradication pour construire des affrontements sur des enjeux sociétaux et politiques. C'est par exemple ce que font les mouvements de femmes, les mouvements écologistes ou les mouvements pour les libertés qui luttent contre eux.

> > Mais il nous faut aussi nous demander pourquoi des peuples finissent par s'en remettre à ce type de personnalités. C'est bien parce qu'il y a des «identités racines blessées», comme le disait le poète antillais Edouard Glissant, que l'on en arrive là. Si des peuples, des cultures, ont le sentiment d'être niés par ce qu'on a appelé la mondialisation – qui n'est, pour l'essentiel, qu'une globalisation du capitalisme financier –, elles finissent par se jeter dans les bras, aujourd'hui comme hier, de n'importe quel démagogue ou apprenti dictateur. Il faut donc s'allier au niveau local, national et même planétaire, dans ce que Glissant définissait comme une «mondialité» qui respecte ces identités racines des peuples et des cultures mais les replace dans l'enjeu commun du devenir de l'humanité sur cette planète.

Le monde est économique et l'économie se fonde sur la croissance. La sobriété peut-elle être un modèle de société ?

> > La pandémie actuelle nous montre bien qu'une économie déconnectée de ses fondements éthiques et écologiques est particulièrement fragile. On ne peut plus faire l'impasse sur le fait que l'économie n'est possible que si on ne saborde pas la Terre et que si l'on cesse de valoriser des activités dangereuses pour les humains ou la nature sans laquelle ils ne peuvent vivre.

> > Il faut donc rouvrir le débat sur ce qui fait valeur aujourd'hui. C'est un sujet à la fois éthique et hautement politique puisqu'il s'agit de délibérer sur ce qui fait valeur au sens de force de vie, donc sur ce qui est «bénéfique», et inversement sur ce qui conduit à des «pertes», à des destructions de force de vie. Mais évidemment cet exercice essentiel doit être démocratique si l'on veut éviter que ce discernement sur le bénéfique et le nuisible soit instrumentalisé par des pouvoirs totalitaires, comme en Chine, ou religieux, comme dans les théocraties telles que l'Iran. Il nous faut à la fois sortir de l'hypercapitalisme et de ce que Joseph Stiglitz nomme «le fondamentalisme marchand». Si on s'engage dans cette voie, rien n'interdit qu'il y ait des progressions (je préfère ce terme à celui de croissance, instrumentalisé par le PIB) dans l'ordre du bien-vivre dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'écologie par exemple.

> > Il faut donc réinstaurer au sein de nos critères économiques des critères écologiques, sociaux, éthiques. Est-ce que tous les bénéfices financiers sont bénéfiques pour l'humanité ? Non. Si une activité génère du PIB mais est destructrice, faut-il continuer à la considérer comme productrice de richesse (par exemple l'économie du crime, de la guerre, de la corruption) ? Non. Ce ne sont pas seulement les courants alternatifs qui le disent mais les Prix Nobel présents dans la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2008. C'est aussi pourquoi nous avons besoin de généraliser des systèmes fiscaux de type bonus/malus.

Ce n'est pas du tout le chemin que l'on prend. Le développement actuel de la 5G se fait sans qu'aucun débat n'ait eu lieu sur l'impact écologique du numérique ni sur son impact sociétal. Comment arrêter ce mouvement ?

>> L'histoire de la 5G est très significative de cette absence de discernement et de débat démocratique. On prétend l'imposer au nom de la modernité technologique sans ouvrir le débat sur ses effets pervers éventuels.

>> La démesure, l'ébriété dans l'ordre du pouvoir ou de l'argent actuelles peuvent nous conduire à la guerre, à la destruction d'écosystèmes vitaux ou à des risques insupportables, tels que ce que l'on appelle un «hiver nucléaire accidentel». Face à ces risques, l'enjeu d'une élévation de la conscience des opinions publiques est essentiel. Les organismes comme le Giec [*Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ndlr*], les «sommets de la terre» y ont contribué depuis quelques années. Mais la majorité des populations ne commencent à entrer dans cette conscience que récemment, depuis la multiplication des cyclones, inondations, mégafeux, et désormais des possibilités de pandémies.

>> Mais il faut aussi se rappeler que l'univers a toujours évolué dans le sens de plus de complexité. L'humanité doit faire bouger son curseur vers plus d'intelligence et de sagesse. Elle est en capable.

La crise du Covid-19 va-t-elle permettre d'accélérer ce processus ?

>> Une crise est à la fois un danger et une opportunité, comme le rappelle l'idéogramme chinois. La Covid-19 est plutôt un petit risque relativement à d'autres que nous devons sans doute affronter. Mais nombre d'éléments que l'on pensait impossibles se réalisent, même de façon conjoncturelle. Il faut maintenant les faire entrer dans une approche plus cohérente, durable et systémique. Cette crise peut nous faire sortir d'un état de sidération. C'est une stratégie de rassemblement des forces de vie, celles de l'éros et du désir face aux logiques mortifères ; ce que nous avons appelé lors d'un forum mondial à distance récemment une «stratégie érotique mondiale» !

[Olivier Monod](#)

Mathilde Szuba : «Il faut réguler politiquement l'ensemble de la consommation à des fins de justice»

Par [Aurélie Delmas](#) — 29 juillet 2019 à 21:16

L'enseignante-chercheuse Mathilde Szuba défend l'idée d'imposer le rationnement pour organiser le partage et protéger les plus fragiles.

>> Mathilde Szuba est maître de conférences en sciences politiques à Sciences-Po Lille et membre de l'institut Momentum, laboratoire d'idées français consacré aux enjeux de l'Anthropocène.

Vous travaillez sur la notion de rationnement. De quoi s'agit-il ?

>> C'est une réponse collective à la pénurie pour protéger les plus fragiles en organisant le partage, quand un produit de première nécessité vient à manquer. Rationner, cela veut dire empêcher certains de surconsommer pour s'assurer que tout le monde puisse en avoir un minimum. Ce n'est pas punir les gens en les privant, c'est s'assurer que chacun puisse avoir une quantité minimale d'un produit nécessaire. Pour cela, il faut forcément réguler l'ensemble de la consommation et la surconsommation. C'est une intervention du politique, donc du collectif, dans l'économie, à des fins de justice.

Vous auriez un exemple de rationnement mis en place ?

>> Dans la mémoire collective française, les histoires de rationnement les plus vives remontent à la Seconde Guerre mondiale. Ce fut une expérience très dure de privations pour la plupart, vécue comme injuste puisque la pénurie alimentaire était liée certes à l'effort de guerre qui concentrait les forces productives, mais aussi aux réquisitions organisées au profit de l'Allemagne. A la même période cependant, le rationnement est vécu en Grande-Bretagne comme un moyen de s'organiser collectivement pour faire face à l'ennemi allemand, on parle de «*pulling together*», l'idée de se serrer les coudes. Plus récemment, on en a un autre exemple au moment du choc pétrolier de 1973 avec le rationnement du pétrole aux Pays-Bas.

>> A Cuba, il y a un rationnement depuis les années 60 pour certains produits alimentaires de base : le sucre, le riz, les haricots et la viande peuvent s'acheter dans un magasin d'Etat avec un carnet qui donne droit à quelques kilos de ces produits à tarif subventionné. Pour en acheter plus, il faut aller sur le marché libre, où ce sera plus cher. Ce système permet de s'assurer que chacun a accès à un minimum de produits de base à des tarifs accessibles. Encore plus récemment, dans les années 90, des chercheurs britanniques ont conçu l'idée d'une carte carbone : chacun aurait une quantité limitée de crédits d'énergie pour ses pleins d'essence, ses billets d'avion, l'énergie de sa maison... Cela a été envisagé sérieusement au ministère de l'Environnement dans les années 2000, sous les gouvernements Blair et Brown. Il y a eu plusieurs études de faisabilité, mais la crise de 2008 a mis fin aux discussions.

On peut imaginer que de tels scénarios soient mis en place à l'avenir ?

>> Je m'intéresse à cette question car je considère qu'on va au-devant de situations de crises dans lesquelles on sera certainement très intéressés par ces possibilités d'organisation du partage. Que ce soit parce qu'on manquera de quelque chose, comme d'eau ou d'énergie, ou pour organiser volontairement l'autolimitation des consommations. En France, nous nous sommes engagés à diviser par quatre nos émissions de gaz à effet de serre, voire à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Bien sûr, le secteur économique est responsable de la plupart des émissions, mais un effort de réduction aussi conséquent ne pourra pas se faire sans que la population y contribue aussi. Alors comment va-t-on s'y prendre ?

Les politiques publiques doivent-elles s'organiser en fonction de la finitude des ressources ?

>> Je n'ai pas l'impression qu'il y ait des signes pour aller dans cette direction actuellement mais d'un point de vue écologique, ce serait essentiel. Il faudrait inscrire la finitude des ressources comme architecture de notre fonctionnement économique et social. On peut donc choisir de limiter l'utilisation des ressources pour anticiper et éviter les crises. Mais il est plus probable que la

prochaine fois qu'on fera du rationnement, ce sera en catastrophe, en réaction à dans une crise énorme et pressante, et reconnue comme telle.

Vous dites qu'il faut «politiser l'enjeu du partage»...

> > La crise écologique est un problème de surconsommation des sociétés industrielles. Dans ce contexte, elle doit conduire à un partage des efforts d'autolimitation et de sobriété. On a bien compris la précarité énergétique, l'injustice que cela représente pour les plus fragiles. Mais les enjeux de justice, c'est aussi voir de l'autre côté du gradient ceux qui surconsomment de manière incontrôlée et font du tort à l'ensemble de la société. Or l'indicateur le plus prédictif des émissions de gaz à effet de serre d'une personne, c'est son revenu : plus les gens gagnent de l'argent, plus ils émettent des gaz à effet de serre. Politiser le partage, c'est se rendre compte que les politiques publiques ne doivent pas seulement protéger les plus faibles, mais aussi faire en sorte que les gros consommateurs soient limités dans leur consommation, car ce sont des dangers publics.

Ces limites imposées réveillent très vite le spectre d'une «dictature verte»...

> > La «dictature verte» est vraiment un fantasme. L'écologie est une des idéologies les plus attachées à la démocratie et ces décisions sont impossibles à prendre sans le consentement de la population. Par ailleurs, contrainte ne veut pas dire dictature : on accepte sans problème certaines contraintes, comme l'instruction obligatoire jusqu'à 16 ans, car on estime que c'est légitime pour le bien de la société. Il serait temps qu'on perçoive le climat comme un enjeu d'intérêt général et même de survie. Pendant une courte période de l'histoire, on a pris l'habitude d'être les rois du pétrole, donc il est certain qu'on va devoir passer par une période de sevrage.

[Aurélie Delmas](#)

Tourisme : «La sobriété passe par une forme de relocalisation de notre temps libre»

Par [Coralie Schaub](#) — 1 juin 2020 à 11:43 (mis à jour à 12:21)

Pour le sociologue Rodolphe Christin, le tourisme a «liquidé l'aspect exceptionnel du voyage en le banalisant». Sa mise à l'arrêt contrainte peut être l'occasion de repenser ce modèle.

Le sociologue Rodolphe Christin, auteur notamment de *Manuel de l'antitourisme* (Ecosociété, 2017) et de *La vraie vie est ici - Voyager encore ?* (Ecosociété, 2020), dénonce depuis plusieurs années les ravages du tourisme. Il appelle à (re)trouver le goût du voyage, celui du temps long, de la sobriété et de l'émerveillement, ailleurs, mais aussi près de chez soi.

En quoi le tourisme vous paraît-il dévastateur ?

>> Il contribue à artificialiser les territoires, de manière à accueillir le plus de personnes possible. La création d'infrastructures routières et d'hébergements transforme les territoires en galeries commerciales à ciel ouvert. Aucune latitude ni aucune longitude n'y échappe aujourd'hui.

>> Cela mène à une standardisation du monde. Car pour pouvoir accueillir les touristes dans des conditions optimales de confort, de sécurité psychique, l'industrie touristique applique une sorte de «démarche qualité universelle» qui crée des standards d'accueil très similaires où que l'on se trouve sur la planète.

>> A mon sens, le tourisme est un laboratoire de l'anthropocène, de cette époque dans laquelle nous serions entrés, marquée par l'influence humaine sur son environnement. Plus cette industrie crée des mondes de synthèse, des bulles organisées comme des espèces de paradis où vous êtes bien accueillis, où on vous sert, où on vous permet d'oublier le reste du monde, plus elle devient emblématique de cet anthropocène, c'est-à-dire d'un monde sous contrôle.

Avec la crise sanitaire, cette industrie est aujourd'hui quasiment à l'arrêt. N'est-ce pas l'occasion de repenser le tourisme ?

>> Pour moi, c'est même une occasion de sortir du capitalisme, le tourisme étant le pur produit de celui-ci. Le tourisme fait système, il est au cœur de toutes les problématiques liées au capitalisme, à l'expansion tous azimuts de l'économie de marché. Lorsqu'il devient très important pour un territoire, il a tendance à mettre sous sa dépendance tous les autres secteurs d'activité, toute l'économie locale : l'hébergement, la restauration, les travaux publics, les transports, le petit commerce, même l'artisanat, le plombier qui intervient pour réparer les conduites dans les hôtels... Du coup, dans ces régions qui en sont dépendantes, quand le tourisme s'arrête, énormément d'activités en pâtissent. Avec la pandémie de Covid-19, on a vu cela à l'échelle de la planète.

>> Donc oui, puisque cette pandémie le remet en cause, c'est sans doute le moment de repenser le tourisme. Mais la politique actuelle du gouvernement serait plutôt de refaire démarrer la machine «comme avant». Il est de bon ton de critiquer les industries qui polluent, qui sentent mauvais et font du bruit. Mais qu'on soit de gauche ou de droite, l'industrie touristique bénéficie d'un statut un peu particulier, préservé, et la critiquer ne va toujours pas vraiment de soi.

Vers quoi faudrait-il tendre ?

>> Vers une sobriété dans nos déplacements. C'est-à-dire se déplacer moins souvent, mais plus longtemps, de manière à ce que le voyage (re)devienne une expérience rare donc exceptionnelle, initiatique, avec un «avant» et un «après», d'où l'on revient un peu chamboulé. Cela suppose aussi de se déplacer plus lentement, en utilisant des moyens de locomotion le moins aménageur de territoires possible et le moins consommateur d'énergies fossiles possible. Mais la sobriété reste une notion relative. Prenons le vélo : on voit beaucoup de voies vertes se mettre en place, avec une offre très particulière destinée au voyage à vélo. Cependant, le cyclotouriste dépense plus que la moyenne, contrairement à ce que l'on pourrait croire. Donc si tous les gens qui pratiquent le tourisme se mettaient à faire du vélo, cela ne réduirait pas la marchandisation du monde.

>> Le point de départ est de réfléchir aux raisons pour lesquelles on a autant besoin de se déplacer. Ne pourrait-on pas organiser la décroissance de cette espèce de conformisme lié au fait de partir en vacances dès qu'on a un peu de temps libre ?

Peut-on aussi voyager près de chez soi, voire en soi, sur place ?

> > Oui. C'est pour cela que mon dernier livre s'appelle *La vraie vie est ici* : c'est une invitation à regarder le monde autour de soi et à le redécouvrir. Beaucoup de gens, pendant le confinement, ont retrouvé le silence en ville, ont pu entendre les oiseaux...

> > Une certaine sobriété passerait donc aussi par une forme de relocalisation de notre temps libre : que signifie celui-ci, est-on obligé de le coloniser avec des activités ? S'ennuyer, contempler... La vacance, au singulier, permet de réfléchir, penser, créer. Notre société valorise l'activité : l'individu dynamique est quelqu'un qui bouge tout le temps. Mais on pourrait aussi valoriser le fait de savoir s'asseoir sous un arbre pour regarder le monde, y compris peut-être pour le critiquer et faire d'autres propositions. Cela veut dire qu'il y a aussi une dimension politique derrière tout cela. Une autre manière de considérer l'ici. Quand le confinement a été annoncé, 17% des Parisiens ont quitté la capitale. C'est significatif de quelque chose. L'ailleurs est constamment représenté sous des formes paradisiaques alors que l'ici serait le lieu de la peine et du labeur. N'y aurait-il pas une autre manière d'organiser l'existence pour que ce soit moins le cas ?

Nous avons toujours eu la bougeotte, un désir d'ailleurs, d'évasion. «La tentation du voyage est enracinée en nous», écrivez-vous dans votre dernier livre...

> > Je ne remets pas en cause le voyage, c'est une expérience importante. Beaucoup de voyageurs, comme Jack Kerouac, ont même pratiqué le voyage comme un acte de subversion. C'était une forme de contre-culture, on allait voir et trouver ailleurs des choses qu'on n'avait pas chez soi, on allait trouver d'autres façons de vivre, un rapport à la nature plus intense, chez des populations qui le vivaient encore. Aujourd'hui, tout cela est remis en cause car les peuples qui vivaient autrement sont de moins en moins nombreux, donc l'altérité culturelle qui était au bout de la route devient de plus en plus difficile à trouver. En le massifiant, en le rendant conforme à l'air du temps, et contribue à l'uniformisation des cultures.

Si le tourisme venait à s'écrouler durablement, que pourrait-on imaginer pour les territoires qui en étaient devenus dépendants ? Il y a des emplois en jeu, des familles... Comment penser l'après ?

> > Je conçois tout à fait qu'avec la crise, les élus et décideurs se posent la question de sauver ce qui est encore sauvable. C'est de la gestion à court terme. Par contre, l'idée de repartir comme avant ou d'essayer de le faire me paraît problématique : à un moment, il va falloir réfléchir, élaborer une stratégie. Gouverner, c'est prévoir, dit-on. C'est-à-dire organiser une transition vers autre chose, un autre modèle de société. Il s'agit d'une vraie question politique : quelles sont les activités qui nous paraissent intéressantes à garder, à développer, ou pas. Cela devrait faire l'objet d'une délibération démocratique, citoyenne. Les solutions seront locales, dépendront au moins partiellement de chaque territoire, car les ressources de la Corse ne sont pas les mêmes que celles du nord de la France. Chacun peut et doit mener une réflexion individuelle, se demander s'il est bien raisonnable de partir un week-end en avion à l'autre bout du monde. Mais cela ne suffira pas. La sobriété, c'est aussi une organisation collective, donc la question politique, au sens de la gestion des affaires communes, doit être forcément posée.

[Coralie Schaub](#)

«On a besoin de folie pour nous mettre en mouvement vers la transition écologique»

Par [Aude Massiot](#) — 1 janvier 2020 à 19:46

Fondateur de l'association Renaissance écologique, Julien Dossier parcourt la France à la recherche de solutions innovantes.

> > Auteur du livre *Renaissance écologique* (Actes Sud, 2019) et fondateur de la toute récente association du même nom, Julien Dossier, dirigeant d'un cabinet de conseil spécialisé dans les stratégies de transition écologique, a fait un pari fou : retranscrire la célèbre fresque *Allégorie et effets du bon et du mauvais gouvernement*, peinte par Ambrogio Lorenzetti en 1338 pour le Palazzo Pubblico de Sienne, en tableau de la transition écologique rêvée. Son dessin sous le bras, il parcourt la France et l'Europe pour recueillir des solutions innovantes et transmettre la bonne parole.

A-t-on besoin de folie pour imaginer et réussir la transition écologique ?

> > C'est le moment de se poser cette question, et surtout de se demander qui est vraiment fou. Ceux qui pensent qu'on peut encore limiter la hausse des températures mondiales à 1,5°C ? Ou ceux qui trouvent toujours rationnel de prendre l'avion pour aller aux Seychelles en vacances ? On a besoin d'un grain de folie pour nous mettre en mouvement, nous permettre d'oser. C'est ce qui nous manque face à cette tâche immense qu'est la transition écologique.

Quelles sont les initiatives les plus étonnantes que vous ayez rencontrées ?

> > J'ai trouvé de la folie de plusieurs dimensions. Il y a ceux qui font des paris inattendus, comme ce village dans la Drôme dont la population s'est présentée collégalement aux dernières municipales [*Saillans, ndlr*], ou cet autre en Bretagne qui a choisi de tirer au sort ses élus. Ils réinventent la démocratie. A Totnes, en Angleterre, des gens du réseau Villes en transition ont mis en circulation une monnaie locale, dont un billet de 21 «livres Totnes», pour relocaliser l'économie et montrer leur capacité à agir à contre-courant du système. On trouve aussi beaucoup de folie chez ceux qui décident de s'éloigner de la modernité, en initiant du ramassage scolaire à cheval ou avec un pédalo à huit places. Des gens comme Philippe Bihouix, et son mouvement des low tech [*technologies simples et peu électroniques*], redéfinissent les codes de la désirabilité. Il y a aussi de la folie dans certaines ambitions. Comme à Grande-Synthe, dans le Nord, où la municipalité a fait naître une forêt dans un territoire où aucun arbre ne poussait, a rendu les transports en commun gratuits, a solarisé les équipements sportifs... Tout cela dans un territoire qui n'était pas prédisposé à ces changements.

Votre fresque a pour but de créer un nouvel imaginaire politique et sociétal. A quoi pourront ressembler nos campagnes ?

> > Elles seront plus peuplées, avec surtout davantage de femmes, d'enfants, et donc plus d'écoles. Il y aura des filières d'emploi diversifiées. Il faudra mobiliser d'importantes ressources pour réanimer nos campagnes et ne plus les considérer seulement comme des paysages vivants ou des

destinations de vacances. Dans les grandes cultures, on plantera des arbres pour faire de l'agroforesterie. Cela changera les paysages. Près des fermes, il faudra consolider les sols pour faire plus de maraîchage et de fruits. L'élevage sera moins hors sol, il ne nécessitera pas d'infrastructures géantes destinées à accueillir des rotations de camions en partance pour des porte-conteneurs. Ce sera une campagne bien plus dense en végétation et en biodiversité. Et productrice d'énergie. Là où les sols sont pauvres ou abîmés par la chimie, on installera des panneaux solaires, temporairement, tout en plantant des cultures régénératrices. On plantera des mâts éoliens, moins imposants que les éoliennes industrielles et qui peuvent être fabriqués par les villageois. La méthanisation permettra de transformer les déchets agricoles et végétaux en stocks de biogaz qu'on pourra injecter dans le réseau lors des baisses de production par le solaire et l'éolien.

Et nos villes ?

> > Avant tout, il faut les végétaliser. Les villes très denses, comme Paris, sont des villes minérales. Elles souffriront pendant les pics de chaleur. On va devoir débitumer des sols et créer des zones d'ombre. Il faudra aussi modifier nos modes de vie. Prenons l'exemple de la lutte contre le plastique. Etablir des consignes ne réglera pas tout. Il faut changer les comportements qui justifient les besoins d'emballages, comme conserver longtemps des produits achetés dans le supermarché de la commune d'à côté. Avec des commerces de proximité, on n'en a plus besoin. On peut régulièrement aller s'approvisionner en produits frais. Au ministère, on nous répond qu'il y a beaucoup d'emplois derrière les filières du plastique. Mais relancer des épiceries de proximité, c'est un vivier de plus d'une centaine de milliers d'emplois. Et une fois qu'on a des solutions de proximité, on se rend compte qu'on peut se déplacer à vélo ou triporteur. Plus besoin de voiture. Il suffit de la louer pour les rares occasions où on fait de grands trajets. La question de la mobilité est la fin du processus, pas le début.

Votre fresque semble à la fois proche et irréalisable. Serons-nous capables de changer nos sociétés à une telle échelle ?

> > Vous m'auriez posé la question il y a un an, mon optimisme aurait été plus modéré. Aujourd'hui, j'ai plus d'espoir. Les gens bougent. Par exemple, je travaille avec les 120 membres de l'association [«Dirigeants responsables de l'Ouest»](#), à Nantes, qui ont initié une trajectoire extrêmement enthousiasmante. Ils ont compris le risque des crises environnementales pour leurs entreprises et ils ont écrit, cet été, un plan d'action commun. Six mois plus tard, ils ont entamé la phase opérationnelle du projet. Ils emploient 56 000 salariés. Leur dynamique a inspiré d'autres groupes de dirigeants, à Strasbourg et à Toulouse. En unifiant nos forces à l'échelle territoriale, on peut réussir. L'entrée dans une nouvelle décennie est un bon point de départ. On peut faire de 2020 une année «festival», de célébration, avec pour objectif commun de réduire significativement nos émissions de gaz à effet de serre. C'est un projet collectif et culturel.

[Aude Massiot](#)

Les entreprises au test de la «redirection écologique»

Par [Margaux Lacroux](#) — 1 juin 2020 à 11:42

Une équipe de chercheurs français propose un triptyque «désinnovation, désincubation et désinvestissement», pour amener les entreprises à changer radicalement de modèle.

Devenir plus sobre, c'est aussi renoncer. Admettre que certaines choses ne sont pas essentielles, et que d'autres sont obsolètes ou le seront dans un futur proche. Des chercheurs tentent d'appliquer cette réflexion au secteur des entreprises en organisant le passage à un modèle compatible avec les «limites planétaires» pour éviter le crash brutal de secteurs économiques. Diego Landivar, docteur en économie du développement à l'ESC Clermont et son collègue Alexandre Monnin ont eu le déclic il y a quatre ans en se promenant dans les rues de Londres, où ils se trouvaient pour un colloque sur l'anthropocène.

Limites planétaires

> > «Nous avons eu l'impression que deux mondes se regardaient en chiens de faïence : celui des initiatives locales et celui de la finance, de la technologie, des grands projets d'urbanisme. Dans cette capitale du capitalisme on se rend compte, [comme le dit Bruno Latour](#), qu'on est partis vers un "hors-sol" et qu'on n'a pas d'autre choix que d'atterrir. C'est-à-dire réorienter, rediriger, aligner l'ensemble des organisations sur ce qui permet à la terre de se renouveler et au territoire de ne pas s'effondrer», explique Diego Landivar. Avec Emmanuel Bonnet, lui aussi enseignant-chercheur de l'école de commerce ESC Clermont, et Cyprien Tasset, docteur en sociologie, chercheur associé au Laboratoire du changement social et politique de l'Université Paris-Diderot, ils ont créé l'initiative Closing Worlds au sein de leur laboratoire de recherche interdisciplinaire sur l'anthropocène, l'Origens Media Lab.

> > Ils tentent de «faire comprendre aux entreprises qu'il faut faire fermer des choses, renoncer à des projets, alors que notre monde n'est pensé que par l'ouverture : monter des projets, innover, incuber», constate Diego Landivar, qui propose à l'inverse le triptyque désinnovation, désincubation et désinvestissement pour éviter l'épuisement des ressources naturelles et l'aggravation du changement climatique. Il tranche : «Il va falloir admettre que l'on peut fermer Air France, et accompagner les personnes qui en seront victimes. La planification peut s'étaler sur vingt ans, alors que pour une entreprise qui vend du matériel de sport d'hiver [ou une station de ski](#), l'horizon de réflexion est de trois ou quatre ans.»

> > Adieu les notions «dépassées» de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) ou de développement durable. Bonjour la «redirection écologique, pour évoquer quelque chose de plus costaud», à la fois sur les objectifs et les moyens d'y parvenir. Closing Worlds propose de revenir à la sobriété grâce à «des protocoles de renoncement». D'abord, toutes les activités de l'entreprise font l'objet d'un diagnostic précis et radical pour déterminer «ce qu'il est possible de maintenir,

parce que tout n'est pas incompatible écologiquement, et ce à quoi il va falloir renoncer», explique Diego Landivar. L'activité qui subsiste doit en plus se réinscrire dans le territoire. Il poursuit : «Nous prenons au sérieux le fait que les organisations sont perdues. Nous ne voulons pas créer un espace ultracritique qui dise que tout ce qui est fait est catastrophique, on doit s'appuyer sur les entreprises pour que volontairement elles décroissent ou s'autoferment.»

Métiers d'avenir

> > En plus de la partie intervention en entreprises, l'équipe du projet de «recherche-ralentissement» Closing Worlds a commencé par mener l'enquête sur des patrons, secteurs et instruments de pilotage qui s'effondrent. Les chercheurs sont pour le moment en contact avec une trentaine de hauts placés de l'agroalimentaire, de l'assurance, de l'immobilier, de la technologie. Les témoignages sont confidentiels pour que les interlocuteurs puissent «se lâcher». «Un grand patron de l'agroalimentaire nous a par exemple dit qu'il était prêt à pousser pour qu'on démantèle son organisation sous forme de coopératives locales», raconte Diego Landivar. Il cite aussi la phrase d'un manager d'une grande entreprise de téléphonie devenu défenseur de la sobriété numérique : «Il faut sacrifier la vidéo, renoncer à Youtube, renoncer à la HD, Netflix, et les plateformes relais, ou les rationner légalement..

> > Selon Diego Landivar, «les grands leaders en France sont surtout des ingénieurs, ils lisent les articles et rapports scientifiques, ils vivent un effroi catastrophiste, s'effondrent cognitivement et psychologiquement». Parfois, ils sont poussés à changer de cap par leurs enfants. Dans les écoles d'ingénieurs ou de commerce aussi, un mouvement d'étudiants demande que les enseignements et la stratégie des entreprises s'actualisent au regard du monde qui vient. Si certains métiers sont voués à disparaître, de nouveaux pourraient émerger, comme celui de «redirectionniste». A la prochaine rentrée, l'ESC Clermont ouvrira un master pour que les ingénieurs, designers, managers de demain soient formés à la redirection écologique.

[Margaux Lacroux](#)